



«Non à l'impunité de hier et d'aujourd'hui. Justice...» et «Le respect de la vie est un droit humain» : revendications à une marche LGBTI en mars 2013 à Tegucigalpa.  
Photo: Daniel Langmeier (PWS)

## Protéger les espaces d'action des défenseur-e-s des droits humains au Honduras

**C'est bientôt là: dès 2018, PWS enverra à nouveau des observateurs et observatrices des droits humains volontaires au Honduras. Dans quelle situation se trouvera le projet ACO-H et à quels défis devra-t-il faire face ?**

Fin 2015, le précédent projet d'accompagnement des droits humains PROAH (Proyecto de Acompañamiento Internacional en Honduras) a pris fin. PWS a évalué le projet, s'est entretenu avec les acteurs de la société civile et a mené avec ces derniers un processus d'apprentissage commun à travers la réalisation d'une étude de contexte intitulée « les espaces d'action de la société civile au Honduras ». Guido Eguigure Borjas, que nous avons interviewé ci-dessous, travaille en tant que représentant de PWS au Honduras et a considérablement contribué à la mise sur pied du nouveau projet d'accompagnement des droits humains ACO-H.

**PWS: Guido Eguigure, vous coordonnerez le nouveau projet d'accompagnement des droits humains au Honduras (ACO-H). Pouvez-vous brièvement vous présenter à nos lectrices et lecteurs ?**

Guido Eguigure Borjas: Je suis sociologue de métier,

mais également éducateur et chercheur par passion. Depuis la moitié des années 1990, j'ai travaillé avec des organisations et des groupes de la société civile au Honduras. J'ai également été employé pendant plus de dix ans au sein d'organismes de coopération internationale et actif en tant que consultant. J'ai une famille et suis un combattant passionné contre l'injustice et pour la vérité.

**Pouvez-vous nous donner un bref aperçu du contexte actuel au Honduras?**

Le contexte actuel est extrêmement difficile pour différentes raisons. Premièrement, nous sommes dans la dernière ligne droite du processus électoral avec plusieurs nouveaux éléments : la réélection illégale de l'actuel président, le regroupement de divers secteurs d'opposition en une alliance et la profonde polarisation de la société, qui a avant tout été impulsée par le gouvernement.

Deuxièmement, la promotion de mégaprojets se fait à travers l'adoption de lois qui encouragent l'investissement et créent des inégalités, par exemple au

moyen de cadeaux fiscaux. D'autres lois ont été élaborées pour limiter les droits constitutionnels ainsi que les opinions divergentes ou critiques. Des concessions ont été octroyées à travers le mécanisme « Public Private Partnerships », concessions très critiquées pour le manque de consultation populaire et de transparence dans leur attribution. Ce modèle a également conduit à la création d'extrêmes inégalités. D'un côté la pauvreté a augmenté, pendant que de l'autre les politiques étatiques ont amené la concentration des richesses entre les mains de quelques personnes.

Troisièmement, il y a une immense concentration du pouvoir au niveau du pouvoir exécutif et une militarisation croissante de la société. Beaucoup d'analystes interprètent ce qu'il se passe actuellement dans le pays comme le prélude d'une dictature. Dans ce contexte, le travail des défenseur-e-s de droits humains (DDH) est toujours plus important mais également toujours plus dangereux. Les récentes attaques et criminalisation à l'encontre des DDH laissent présager un chapitre sombre dans le futur proche de notre pays.

### **Est-ce qu'il est possible, dans ce contexte, de protéger les espaces d'action des défenseur-e-s des droits humains grâce à l'accompagnement international?**

La présence internationale reste une excellente option lorsqu'elle fonctionne comme mécanisme de dissuasion de violence contre des DDH, des organisations de la société civile et des communautés. La présence d'internationaux auprès de personnes menacées dissuade les agresseurs d'agir. Ces derniers savent qu'il ne sera pas si facile d'échapper à la justice s'il y a des témoins fiables.

### **ACO-H accompagnera des organisations et des communautés dans le sud du pays. Où exactement ?**

Au sud du pays se trouvent les départements Choluteca, Valle et la partie sud de Francisco Morazán. Toute la région souffre d'une grande pauvreté. La zone fait partie du corridor du tropique sec qui subit énormément les conséquences du changement climatique. Il pleut peu et seulement durant une période de l'année, ce qui empêche les familles de pouvoir jouir du droit fondamental à l'alimentation. Elles dépensent une toujours plus grande partie de leurs bas revenus pour obtenir de l'eau pour leur propre consommation et celle de leurs animaux.

### **Pourquoi l'accompagnement se fera-t-il justement dans cette région?**

Paradoxalement, plusieurs mégaprojets, qui jouissent



Guido Eguigure Borjas,  
Coordinateur de PWS  
au Honduras  
Photo: IdD

d'un important soutien du gouvernement, ont été implantés dans cette région. On peut observer, entre autres, le développement de projets de monocultures, des grands élevages de crevettes, des mines et quelques-uns des plus grands parcs d'énergie photovoltaïque d'Amérique latine. Ces projets ont en commun le fait qu'ils ont été mis sur pied sans consulter au préalable les communautés, qu'ils ont un impact sur leur environnement et qu'ils ne leur apportent aucun bénéfice.

L'EPER, Entraide Protestante Suisse, travaille depuis plus de 15 ans dans cette région à travers son programme de développement des communautés rurales. Récemment, l'organisation a mis en place un nouveau programme de droits humains qui comprend la présence et la

coordination de huit à dix organisations de droits humains. PWS fait partie de ce programme et espère construire des synergies avec ces autres organisations afin qu'elles apportent leur expertise, leurs connaissances et leurs spécialisations pour renforcer les droits humains des communautés et organisations locales concernées.

### **Quels sont les grands défis pour ACO-H?**

Il faut établir des mécanismes appropriés pour analyser le contexte de sécurité dans des moments spécifiques ainsi que des mécanismes de dialogue avec les autorités locales et régionales dans la zone du projet. Il est important également de construire des synergies et de la confiance avec les organisations locales et avec les organisations partenaires au sein du programme de l'EPER. Un autre défi est celui d'améliorer les protocoles (code de conduite, sécurité, etc) ainsi que les détails logistiques et sécuritaires pour chaque accompagnement. La création d'empathie entre les accompagnateurs/-trices et les organisations et défenseur-e-s des droits humains accompagnés est centrale pour que l'accompagnement soit efficace. Finalement, il est important d'être conscients des limites et des possibilités de ce modèle, qui continue d'être un instrument très utile pour protéger et rendre visible les violations des droits humains ainsi que pour sensibiliser la communauté internationale quant à la situation de ce petit pays du continent américain.

Interview et traduction de l'espagnol: PWS

---

**«L'accompagnement international est important pour la protection des défenseur-e-s des droits humains.»**

---